

1267

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Lundi, 31 octobre 1921.

N^o 73.

Montag, 31. Oktober 1921.

Arrêté ministériel du 24 octobre 1921, concernant l'introduction d'un livret de stage à l'usage des élèves-pharmaciens.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES et
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;

Vu l'art. 15, alinéa 4, du IV^e règlement annexé à l'ordonnance royale grand-ducale du 12 octobre 1841;

Vu l'art. 42, alinéa 3 de la loi du 8 mars 1875, sur la collation des grades;

Vu l'art. 4 de la loi du 18 mai 1902, concernant l'institution des médecins-inspecteurs et l'exercice de leurs attributions;

Vu l'art. 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté grand-ducal du 24 août 1902, portant règlement de service des médecins-inspecteurs;

Vu les articles 1^{er}, 20 et 23 de la loi du 6 juillet 1901, concernant l'organisation et les attributions du Collège médical;

Vu les propositions du jury d'examen pour la pharmacie;

Le Collège médical entendu;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. Nul ne pourra prendre une inscription comme élève en pharmacie, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Directeur général ayant dans ses attributions le service sanitaire.

Ministerialbeschluss vom 24. Oktober 1921, betreffend Einführung eines Testierbuches für Apothekerlehrlinge.

Der General-Direktor der Finanzen u. der General-Direktor des Innern und des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht des Art. 15, Abs. 4, des IV. der kgl. Ordnung vom 12. Oktober 1841 angefügten Reglementes;

Nach Einsicht des Art. 42, Abs. 3, des Gesetzes vom 8. März 1875, über die Verleihung der Grade;

Nach Einsicht des Art. 4 des Gesetzes vom 18. Mai 1902, betreffend die Einrichtung der Sanitätsinspektoren und die Ausübung ihrer Befugnisse;

Nach Einsicht des Art. 1, Abs. 2, des Großh. Beschlusses vom 24. August 1902, die Dienstanzweisung für Sanitätsinspektoren betreffend;

Nach Einsicht der Art. 1, 20 und 23 des Gesetzes vom 6. Juli 1901, über die Einrichtung und die Befugnisse des Medizinalkollegiums;

Nach Einsicht der Vorschläge der Prüfungsjury für die Pharmazentik;

Nach Anhörung des Medizinalkollegiums;

Beschließen:

Art. 1. Niemand darf sich als Apothekerlehrling eintragen lassen, ohne vorherige Ermächtigung des General-Direktors des Sanitätswesens.

Art. 2. Le Directeur général afférent délivrera à cet effet un carnet d'inscription, lequel doit contenir des indications très précises sur le stage en pharmacie; ce carnet sera paraphé et daté annuellement par:

- a) le préposé de la pharmacie;
- b) le président resp. le secrétaire du Collège médical;
- c) le médecin-inspecteur du ressort;
- d) le réviseur des pharmacies.

Art. 3. Le carnet d'inscription doit également servir de certificat de fin de stage; ce certificat doit porter les mêmes signatures.

Art. 4. Les inscriptions ne peuvent se faire que le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril de chaque année. Pour l'année en cours cependant le délai est prorogé jusqu'au 15 novembre prochain.

Art. 5. Pendant la scolarité les inscriptions n'auront pas lieu.

Art. 6. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 24 octobre 1921.

Le Directeur général des finances,
A. NUYENS.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*
JOS. BECH.

Circulaire du 24 octobre 1921, concernant le stage des élèves-pharmaciens.

Au prorogé de l'art. 42 de la loi du 8 mars 1875, sur la collation des grades, les récipiendaires pour l'examen de pharmacien ou de proviseur de pharmacie doivent justifier d'avoir travaillé, pendant trois années au moins, dans une ou, au plus, dans deux pharmacies. L'organisation de ce stage pratique est réglée notamment par les instructions ministérielles des 12 novembre 1917 et 28 mai 1918.

Art. 2. Der zuständige General-Direktor wird den Interessenten ein Testierbuch ausstellen, das ganz genaue Angaben über die Lehrzeit enthält; dieses Heft wird jedes Jahr paraphiert und datiert:

- a) von dem Apothekervorstand;
- b) dem Präsidenten bezw. dem Sekretär des Medizinalkollegiums;
- c) dem Sanitätsinspektor des Bezirks;
- d) dem Apothekerrichter.

Art. 3. Das Testierbuch soll auch nach Beendigung der Lehrzeit als Abgangszugangsdiene dienen; dieses Abgangszugangsdiene muß dieselben Unterschriften aufweisen.

Art. 4. Eintragungen können nur am 1. Oktober und am 1. April eines jeden Jahres vorgenommen werden. Für das laufende Jahr ist die Frist für Eintragungen bis zum 15. November künftig verlängert.

Art. 5. Während des Schulbesuches sind Eintragungen unzulässig.

Art. 6. Dieser Beschluß soll ins „Memorial“ eingedruckt werden.

Luxembourg, den 24. Oktober 1921.

Der General-Direktor der Finanzen,
H. NUYENS.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
JOS. BECH.

Mundschreiben vom 24. Oktober 1921, die Stagezeit der Apothekerlehrlinge betreffend.

Aus Art. 42 des Gesetzes vom 8. März 1875, über die Verleihung der Grade, müssen die Bewerber für den Grad von Apotheker oder Apothekerproviseur nachweisen, daß sie während mindestens drei Jahren in einer oder höchstens zwei Apotheken gearbeitet haben. Diese praktische Vorbereitungszeit ist hauptsächlich durch die Ministerialverfügungen vom 12. November 1917 und 28. Mai 1918 geregelt.

Il résulte des rapports des autorités que les récipiendaires pour les derniers examens pharmaceutiques ne se sont pas toujours conformés à ces prescriptions, et qu'il échet de les rappeler aux intéressés.

L'instruction du 28 mai 1918 (*Mém.* p. 569 ss.) prescrit aux aspirants-pharmaciens la tenue d'un journal de stage, sous la direction du préposé de pharmacie et sous le contrôle des membres du Collège médical chargés de l'inspection des officines. En outre, elle fixe le plan d'études officinales.

L'instruction du 12 novembre 1917 (*Mém.* p. 1276) prévoit que le temps consacré éventuellement par des élèves pharmaciens, pendant leurs années de stage, à des études théoriques aux cours supérieurs de l'Athénée, ne saurait être légalement porté en compte pour leur préparation pratique. Du moment, donc, que des aspirants jugent utile de combiner avec leurs études scolaires des exercices pratiques dans une officine, ce temps ne pourra pas être pris en considération pour les trois années de stage que la loi prescrit au minimum.

En vue de renforcer encore, à l'avenir, les garanties d'un stage régulier et pour faciliter les appréciations du jury sur l'admissibilité des récipiendaires, ceux-ci auront à produire au jury, à partir des examens de Pâques 1922, un carnet d'inscription dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 24 octobre 1921.

Les mesures édictées s'inspirent de la considération que le stage pratique est le fondement des études préparatoires à la carrière pharmaceutique. Aussi, je saisis l'occasion de rappeler également aux patrons-pharmaciens les obligations qui leur incombent à l'égard de leurs élèves, conformément à l'instruction précitée du 28 mai 1918. Pour sauvegarder les intérêts du public autant que des candidats, le Gouvernement ne

Aus den behördlichen Berichten geht hervor, daß die Kandidaten für die letzten pharmazeutischen Prüfungen diese Vorschriften nicht immer befolgt haben, und daß es angezeigt erscheint, dieselben den Interessenten in Erinnerung zu bringen.

Die Verfügung vom 28. Mai 1918 (*Mem.*, S. 569 ff.) verpflichtet die Apothekerlehrlinge, unter der Leitung des Apothekenvorstandes ein Tagebuch oder Laborationsjournal zu führen, dessen Kontrolle den mit der Inspektion der Apotheken betrauten Mitgliedern des Medizinalkollegiums obliegt. Außerdem setzt dieselbe den pharmazeutischen Lehrplan fest.

Die Verfügung vom 12. November 1917 (*Mem.* S. 1276) bestimmt, daß die etwa von Apothekerlehrlingen während ihrer Stage auf theoretische Studien an den Oberkursen des Athénäums verwandte Zeit gesetzlich nicht für ihre praktische Vorbereitung in Anrechnung gebracht werden kann. Falls demnach Kandidaten es für nützlich erachten mit ihren theoretischen Studien praktische Übungen in einer Apotheke zu verbinden, so können letztere nicht für die im Gesetze als Mindestmaß festgelegte dreijährige Lehrzeit in Betracht kommen.

Um künftighin eine regelrechte Apothekerstage zu sichern und der Jury die Feststellung der Zulassungsbedingungen bei den einzelnen Rezipienden zu erleichtern, sind diese gehalten, von der Ostersession 1922 ab ein Testierbuch vorzulegen, das den Forderungen des Ministerialerlasses vom 24. Oktober 1921 entspricht.

Die angeführten Maßnahmen wurden getroffen in Erwägung der Tatsache, daß die praktische Stagezeit die Grundlage der Studien für die pharmazeutische Laufbahn bildet. Ich benutze deshalb den Anlaß, um gleichfalls die Apothekenvorstände an die Pflichten zu erinnern, die ihnen laut der vorerwähnten Verfügung vom 28. Mai 1918, ihren Lehrlingen gegenüber obliegen. Im Interesse des Publikums wie der Kandidaten wird

manquera pas, le cas échéant, de retirer le droit d'admettre des élèves aux pharmaciens insoucieux de leurs devoirs de patrons.

Luxembourg, le 24 octobre 1921.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*
JOS. BECH.

Avis. — Service médical.

Il est porté à la connaissance du public que le Gouvernement se propose d'autoriser l'établissement d'une pharmacie dans la localité de Steinfort.

Les candidats qui désirent solliciter l'octroi de cette concession de pharmacie, sont invités à faire parvenir leur demande au Gouvernement, avant le 15 décembre 1921.

La demande devra indiquer, en toutes lettres, le montant de la redevance annuelle que le candidat s'oblige à payer au Trésor. Elle sera accompagnée des pièces et données suivantes:

- 1^o les diplômes d'examen;
- 2^o les certificats relatifs aux emplois de collaboration pharmaceutique postérieurs à l'examen de pharmacien;
- 3^o une courte notice biographique (curriculum vitae) certifiée sincère et véritable par le candidat;
- 4^o éventuellement les documents particuliers concernant les autres titres scientifiques du candidat;
- 5^o la désignation de l'immeuble dans lequel le candidat compte s'établir et, s'il s'agit d'une installation nouvelle, le plan détaillé de la future pharmacie et de ses annexes;
- 6^o l'engagement écrit et signé par deux personnes solvables de se porter solidairement garantes de l'exécution de toutes les charges et conditions imposées par l'octroi de la concession.

die Regierung nicht ermangeln, Apothekern, die ihren Pflichten als Lehrherren nicht nachkommen sollten, gegebenenfalls das Recht zu entziehen, weiterhin Schüler aufzunehmen.

Luxemburg den 24. Oktober 1921.

*Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,*
JOS. BECH.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Es wird hiermit bekannt gemacht, daß die Regierung beabsichtigt, die Ermächtigung zur Errichtung einer Apotheke in der Ortschaft Steinfort zu erteilen.

Die Mandibaten, die sich um die Konzession bewerben wollen, haben ihr Gesuch vor dem 15. Dezember 1921 an die Regierung gelangen zu lassen. Das Gesuch muß in Buchstaben den Betrag der jährlichen Abgabe angeben, die der Bewerber sich verpflichtet, an die Staatskasse zu entrichten. Demselben sind folgende Belege und Angaben beizufügen:

1. die Prüfungsurkunden;
2. die Zeugnisse betreffend die pharmazeutische Praxis des Bewerbers nach dessen Apothekerprüfung;
3. eine kurze Lebensbeschreibung (curriculum vitae), die von dem Bewerber als aufrichtig und wahrheitsgetreu zu bezeugen ist;
4. gegebenenfalls, die besonderen Urkunden betreffend sonstige wissenschaftliche Titel des Bewerbers;
5. die Bezeichnung des Grundstücks in dem der Bewerber sich einzurichten gedenkt, und, falls es sich um eine Neueinrichtung handelt, der ausführliche Plan der zukünftigen Apotheke und der dazu gehörenden Räumlichkeiten;
6. die schriftliche und von zwei zahlungsfähigen Personen unterzeichnete Verpflichtung sich solidarisch für die Erfüllung aller Kosten und Verbindungen der Konzession zu verbürgen.

Le cahier des charges, rédigé au prescrit de l'art. 7 de l'arrêté grand-ducal du 25 juin 1905, sera tenu à la disposition des intéressés, dans les bureaux du Gouvernement (Assistance publique et service sanitaire) rue Clairefontaine, n° 20, à partir du jour de la publication du présent avis au *Mémorial*.

Luxembourg, le 24 octobre 1921.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. — Contributions.

Par arrêté grand-ducal du 21 octobre 1921, M. Michel Salentiny, sous-chef de bureau de l'administration des contributions à Luxembourg, a été nommé sous-chef de bureau de la Direction des contributions.

Luxembourg, le 25 octobre 1921.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. — Cadastre.

Par arrêté grand-ducal du 21 octobre 1921, M. Mathias Kalmes, commis du cadastre, a été nommé sous-chef de bureau du cadastre.

Luxembourg, le 26 octobre 1921.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. — Absence.

Par jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, en date du 17 octobre 1921, une enquête a été ordonnée à l'effet de constater l'absence de Mlle Anne Jung, née à Hollerich et disparue de son dernier domicile à Hollerich depuis le mois d'août 1894.

Das gemäß Art. 7 des Großh. Beschlusses vom 25. Juni 1905 ausgearbeitete Lastenheft wird den Interessenten in den Büreaus der Regierung (Abteilung für Armenpflege und Sanitätswesen, Badenburgerstraße Nr. 20, vom Tage der Veröffentlichung dieser Bekanntmachung im „Mémorial“ ab, zur Verfügung gehalten.

Luxemburg, den 24. Oktober 1921.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Bekanntmachung. — Steuerverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 21. Oktober 1921, ist Hr. Michel Salentiny, Unterbürovorsteher der Steuerverwaltung zu Luxemburg, zum Unterbürovorsteher bei der Steuerdirektion ernannt worden.

Luxemburg, den 25. Oktober 1921.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Bekanntmachung. — Katasterverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 21. Oktober 1921, ist Hr. Mathias Kalmes, Kommiss bei der Katasterverwaltung, zum Unterbürovorsteher daselbst ernannt worden.

Luxemburg, den 26. Oktober 1921.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Bekanntmachung. — Abwesenheit.

Durch Urteil des Bezirksgerichtes zu Luxemburg vom 17. Oktober 1921, ist eine Untersuchung angeordnet worden zwecks Abwesenheitserklärung von Fräulein Anna Jung, geboren zu Hollerich, welche seit dem Monat August 1894 von ihrem letzten Wohnsitz in Hollerich verzoogen ist.

1272

Par le même jugement M. le juge *Schröder*
a été commis pour procéder à cette enquête.

Luxembourg, le 25 octobre 1921.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
G. LEIDENBACH.*

Durch dasf. Urteil ist Hr. Richter *Schröder*
mit dieser Untersuchung betraut worden.

Luxemburg, den 25. Oktober 1921.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
W. Leidenbach.*

Caisse d'épargne et Crédit foncier du Grand-Duché de Luxembourg

Situation au 1^{er} octobre 1921.

I. — *Caisse d'épargne.*

Avoir des déposants		fr. 168,931,500 48
Versements pendant le 3 ^{me} trimestre 1921..... (Nombre).....		13,315
Versements pendant le 3 ^{me} trimestre 1921..... (Montant).....	*	10,186,166 72
Remboursements pendant le 3 ^{me} trimestre 1921..... (Nombre).....		10,405
Remboursements pendant le 3 ^{me} trimestre 1921..... (Montant).....	*	9,775,867 64
Nombre des livrets en cours.....		128,279
Avances en compte courant aux Communes et aux Syndicats intercommunaux	*	17,729,452 20
Avances au Service des Habitations à Bon Marché.....	*	3,268,592 15
Avances à des Caisses de Crédit agricole et professionnel	*	44,127 44

II. — *Crédit foncier.*

Nombre des prêts		4265
Montant en capital des prêts:		
Prêts hypothécaires aux particuliers.....	fr. 39,467,500	} fr. 67,567,305 00
Prêts aux établissements publics.....	* 769,000	
Prêts aux associations syndicales.....	* 281,650	
Prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux.....	* 39,049,215	
Versements restant à faire sur prêts.....		fr. 343,000 00
Amortissements		* 13,764,549 15
Remboursements anticipés		* 17,974,321 46
Solde en capital des prêts en cours		* 35,828,494 39
Obligations foncières en circulation		* 35,820,300 00
Obligations foncières déposées contre certificats nominatifs		* 15,611,200 00

III. — *Service des Habitations à Bon Marché.*

Nombre des prêts:		
avec assurance-vie	1220	} 1553
sans assurance-vie	327	
Montant en capital des prêts:		
avec assurance-vie	fr. 5,378,800	} * 7,428,640 00
sans assurance-vie	* 2,049,840	
Versements restant à faire sur prêts		* 562,560 00
Amortissements		* 2,351,374 12
Remboursements anticipés		* 1,201,977 35
Solde en capital des prêts en cours		* 3,884,888 53
Primes versées à la Compagnie d'Assurances		* 309,550 95

Avis. — Règlement communal.

En séance du 3 septembre 1921, le conseil communal de Bettborn a modifié le règlement de police sur les foires de Bettborn. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

Luxembourg, le 27 octobre 1921.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*
JOS. BECH.

Bekanntmachung. — Gemeindefreglement.

In seiner Sitzung vom 3. September 1921 hat der Gemeinderat von Bettborn das Polizeireglement über die Jahrmärkte von Bettborn abgeändert. — Diese Abänderung ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 27. Oktober 1921.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
J o s. B e c h.

